

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2902

[C — 99/29237]

23 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Le gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, notamment, l'article 27, § 1^{er}, alinéa 4, 3°, et alinéa 5, modifié par le décret du 1^{er} octobre 1998;

Vu l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par les arrêtés royaux du 7 avril 1977 et du 16 décembre 1981, et par le décret du 1^{er} octobre 1998;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 25 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 3 décembre 1998;

Vu la délibération du Gouvernement du 30 novembre 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 janvier 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 9 de l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971, relative au financement et au contrôle des institutions universitaires est remplacé par la disposition suivante :

« Article 9. § 1^{er}. Les données statistiques destinées au calcul des allocations annuelles visées à l'article 1^{er} sont transmises au gouvernement, dans les formes requises par le présent arrêté, avant le 1^{er} mars.

§ 2. Les données statistiques comprennent des tableaux synthétiques établis conformément aux modèles joints à l'annexe du présent arrêté.

Chaque institution limite la présentation des tableaux précités aux secteurs et domaines d'études correspondant à ses habilitations telles qu'elles découlent de l'application des articles 8 et 49 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques.

Les cursus relevant de plusieurs domaines d'études sont classés au regard du domaine dont relève la plus grande part des matières constituant le cursus concerné, selon la classification opérée sur cette base dans la liste des cursus visée à l'article 17 du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, sous réserve de confirmation par le ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions avant le 1^{er} décembre.

En ce qui concerne les données relatives aux étudiants non finançables inscrits à des cursus finançables, les étudiants concernés y sont classés au regard du critère qui a présidé à leur exclusion du financement compte tenu de l'ordre des différents critères mentionnés ci-dessous et qui figurent au tableau 3 de l'annexe du présent arrêté, c'est-à-dire :

1° le fait de ne pas ressortir d'une des catégories d'étudiants finançables visées à l'article 27, § 3, 1^{bis}, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires;

2° pour motifs académiques visés à l'article 27, § 7, de la même loi;

3° pour motifs d'inscriptions non finançables en vertu de l'article 5.

§ 3. Les normes de codification auxquelles les données doivent satisfaire sont établies par le ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions. »

Art. 2. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 10. § 1^{er}. Le contrôle de l'authenticité des données statistiques est effectué par le commissaire ou délégué du gouvernement nommé près l'institution universitaire concernée en vertu du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires.

A cette fin, chaque institution universitaire tient à disposition du commissaire ou délégué toutes les données par étudiant qui constituent un élément de calcul ou une condition de financement ainsi que toute donnée relative aux mesures réglementaires établies par l'institution.

§ 2. Le contrôle dont question au § 1^{er} est opéré selon les modalités suivantes :

1° les commissaires et délégués du gouvernement décident collégialement des modalités qui président au contrôle relatif à l'année académique considérée;

2° selon les modalités arrêtées collégialement par les commissaires et délégués en vertu du 1°, chacun des commissaires et délégués est aidé dans sa mission de contrôle par un collaborateur de chacun de ses collègues, le commissaire ou délégué près l'institution universitaire concernée restant seul responsable des contacts avec l'institution;

3° les données statistiques formées des tableaux 1, 2 et 3 repris en annexe du présent arrêté sont transmises au gouvernement avant le 1^{er} mars par l'intermédiaire du commissaire ou délégué du gouvernement près l'institution universitaire concernée dont question au § 1^{er} accompagnées d'un rapport faisant état de ses remarques et considérations sur le contrôle opéré. Une copie de ces documents est transmise à l'institution universitaire concernée;

4° les commissaires et délégués, en plus de leur rapport visé au 3°, et dans le même délai que ce dernier :

— attestent, dans un rapport adressé au gouvernement, de la démarche accomplie en vertu des points 1° et 2° ci-dessus;

— tiennent à jour l'inventaire des prises de position interprétatives par rapport aux lois, décrets, arrêtés et règlements applicables aux institutions universitaires arrêtées lors du contrôle et le transmettent chaque année au gouvernement.

Les opérations visées aux 1° et 2° sont coordonnées par chacun des commissaires et délégués successivement, du plus ancien au moins ancien en titre, par période de 2 ans. Le même commissaire ou délégué transmet au gouvernement le rapport et l'inventaire visés au 4°.

§ 3. Dans le rapport visé au § 2, 4°, il est fait état, s'il échet, des difficultés d'interprétations des lois, décrets, arrêtés et règlements applicables aux institutions universitaires ainsi que des propositions de solution des commissaires et délégués. Ces questions sont réglées par le ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

Le cas échéant, les tableaux statistiques visés au § 2, 3° sont corrigés compte tenu de la décision du ministre. »

Art. 3. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11

§ 1^{er}. Toute correspondance adressée par l'institution universitaire au ministre dont elle relève, et ayant trait à la fixation du nombre d'étudiants à prendre en considération pour le calcul des allocations annuelles visées à l'article 1^{er} est soumise préalablement au commissaire ou délégué du gouvernement près l'institution concernée. Ce dernier fait ses remarques et considérations à ce sujet au ministre, après consultation de ses collègues commissaires et délégués.

§ 2. Les contestations relatives à la fixation du nombre d'étudiants sont réglées par le ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions, après qu'il ait entendu l'institution concernée et, s'il échet, le commissaire ou délégué du gouvernement près cette dernière.

Les décisions doivent être motivées. »

Art. 4. L'article 12 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 7 avril 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 12. La publication des données statistiques, contrôlées par les commissaires et délégués du gouvernement, servant de base pour le financement des charges ordinaires des institutions universitaires est assurée par la Fondation universitaire.

Ces données sont transmises dans les formes requises, à la Fondation universitaire et au Conseil interuniversitaire francophone, avant le 31 juillet de chaque année, par le ministre qui a l'enseignement universitaire dans ses attributions.

La Fondation universitaire insère ces données dans l'annuaire de données statistiques correspondant à l'année budgétaire pour laquelle elles entrent en considération.

Elles sont publiées par institution, en référence aux tableaux joints au présent arrêté. »

Art. 5. L'annexe de l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1971 relative au financement et au contrôle des institutions universitaires est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} décembre 1998 à l'exception des articles 1^{er} et 2 en ce qu'ils modifient l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires, pour ce qui est des dispositions de cet arrêté relatives aux tableaux 2 et 3 reprises à l'article 9, § 2, alinéa 4, à l'article 10, § 2, 3° et en son annexe qui entrent en vigueur le 1^{er} décembre 1999.

Art. 7. Le ministre qui a l'enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 février 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,
W. ANCIEN

INSTITUTION :

Année académique

Tableau I. — Statistique des étudiants inscrits en date du

			à charge de la Communauté française de Belgique										non à charge de la Communauté française de Belgique					TOTAL			
			financement sur base	COL. 1	COL. 2	COL. 3	COL. 4	COL. 5	COL. 6	COL. 7	COL. 8	COL. 9	COL. 10	COL. 11	COL. 12	COL. 13	COL. 14	COL. 15	COL. 16		
				a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b à i)	(a à i)				(Col. 12+13+14)	(Col. 11+15)		
				Belges	U.E	Hors U.E.	Hors U.E.	Hors U.E.	Réfugiés	Hors U.E.	Hors U.E.	Quota 1 %	Total assimilé	Total à charge Com. fr.	par l'AGCD	Droits compl.	Autres	Total non à charge Com. fr.	Total général		
SCIENCES RELIGIEUSES	A	1	1 ^{er} base (1ère génération)	inscrits																	
			1 ^{er} base (autres)	inscrits																	
			1 ^{er} : DEC1 (interuniversitaires)	diplômés																	
			1 ^{er} : DEC1 (autres)	diplômés																	
	A	2	2e base	inscrits																	
			2e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																	
	E	2	2e : AESS	diplômés																	
		A	3	3e : DES (interuniversitaires)	diplômés																
			3e : DES (autres)	diplômés																	
			3e : DEA (interuniversitaires)	diplômés																	
	3e : DEA (autres)		diplômés																		
		3e : Doctorat	diplômés																		
		3e : AES	diplômés																		
		TOTAL																			
PHILOSOPHIE	A/A2	1	1 ^{er} base (1ère génération)	inscrits																	
			1 ^{er} base (autres)	inscrits																	
			1 ^{er} : DEC1 (interuniversitaires)	diplômés																	
			1 ^{er} : DEC1 (autres)	diplômés																	
	A/A2	2	2e base	inscrits																	
			2e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																	
E	2	2e : AESS	diplômés																		

		à charge de la Communauté française de Belgique										non à charge de la Communauté française de Belgique				TOTAL						
		COL. 1	COL. 2	COL. 3	COL. 4	COL. 5	COL. 6	COL. 7	COL. 8	COL. 9	COL. 10	COL. 11	COL. 12	COL. 13	COL. 14	COL. 15	COL. 16					
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b a i)	(a a i)	subsidiables	non subsidiables			(Col. 11+15)					
		Belges	U.E.	Hors U.E.	Hors U.E.	Hors U.E.	Réfugiés	Hors U.E.	Hors U.E.	Quota 1 %	Total assimilé	Total à charge Com. fr.	par l'AGCD	Droits compl.	Autres	Total non à charge Com. fr.						
		financement sur base																				
	Or	Cycle																				
	E	2	2e : AESS	diplômés																		
	A/A2	3	3e : DES (interuniversitaires)	diplômés																		
			3e : DES (autres)	diplômés																		
			3e : DEA (interuniversitaires)	diplômés																		
			3e : DEA (autres)	diplômés																		
			3e : Doctorat	diplômés																		
			3e : AES	diplômés																		
			TOTAL																			
ARTS ET ARCHEOLOGIE	A/A2	1	1 ^{er} base (1 ^{ère} génération)	inscrits																		
			1 ^{er} base (autres)	inscrits																		
			1 ^{er} : DEC1 (interuniversitaires)	diplômés																		
			1 ^{er} : DEC1 (autres)	diplômés																		
	A/A2	2	2e base	inscrits																		
			2e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																		
			2e : DEC2 (autres)	diplômés																		
	E	2	2e : AESS	diplômés																		
	A/A2	3	3e : DES (interuniversitaires)	diplômés																		
			3e : DES (autres)	diplômés																		
			3e : DEA (interuniversitaires)	diplômés																		
			3e : DEA (autres)	diplômés																		
			3e : Doctorat	diplômés																		
			3e : AES	diplômés																		
			TOTAL																			
DROIT	A/A1	1	1 ^{er} base (1 ^{ère} génération)	inscrits																		
			1 ^{er} base (autres)	inscrits																		
			1 ^{er} : DEC1 (interuniversitaires)	diplômés																		
			1 ^{er} : DEC1 (autres)	diplômés																		
	A/A1	2	2e base	inscrits																		
			2e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																		
			2e : DEC2 (autres)	diplômés																		

		à charge de la Communauté française de Belgique										non à charge de la Communauté française de Belgique				TOTAL											
		COL. 1	COL. 2	COL. 3	COL. 4	COL. 5	COL. 6	COL. 7	COL. 8	COL. 9	COL. 10	COL. 11	COL. 12	COL. 13	COL. 14	COL. 15	COL. 16										
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b à i)	(a à i)	subsidiables	non subsidiables			(Col. 11+15)										
												Total à charge Com. fr.		Total non à charge Com. fr.													
												Belges		Hors U.E.		Rétugés		Hors U.E.		Hors U.E.		Quota 1 %		Total assimilée			
												financement sur base		U.E.		Hors U.E.		Hors U.E.		Hors U.E.		Autres		Droits compl.		Autres	
	Or	Cycle																									
E	2	2e : AESS	diplômés																								
A/A1	3	3e : DES (interuniversitaires)	diplômés																								
		3e : DES (autres)	diplômés																								
		3e : DEA (interuniversitaires)	diplômés																								
		3e : DEA (autres)	diplômés																								
		3e : Doctorat	diplômés																								
		3e : AES	diplômés																								
		TOTAL																									
CRIMINOLOGIE	A	1 ^{er} base (autres)	inscrits																								
	A	2e base	inscrits																								
		2e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																								
		2e : DEC2 (autres)	diplômés																								
E	2	2e : AESS	diplômés																								
A	3	3e : DES (interuniversitaires)	diplômés																								
		3e : DES (autres)	diplômés																								
		3e : DEA (interuniversitaires)	diplômés																								
		3e : DEA (autres)	diplômés																								
		3e : Doctorat	diplômés																								
		3e : AES	diplômés																								
		TOTAL																									
PSYCHOLOGIE	A/A2	1 ^{er} base (1ère génération)	inscrits																								
		1 ^{er} base (autres)	inscrits																								
		1 ^{er} : DEC1 (interuniversitaires)	diplômés																								
		1 ^{er} : DEC1 (autres)	diplômés																								
A/A2	2	2e base	inscrits																								
		2e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																								
		2e : DEC2 (autres)	diplômés																								
E	2	2e : AESS	diplômés																								
A/A2	3	3e : DES (interuniversitaires)	diplômés																								

		à charge de la Communauté française de Belgique										non à charge de la Communauté française de Belgique					TOTAL							
		COL. 1	COL. 2	COL. 3	COL. 4	COL. 5	COL. 6	COL. 7	COL. 8	COL. 9	COL. 10	COL. 11	COL. 12	COL. 13	COL. 14	COL. 15	COL. 16							
		a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b à i)	(a à i)	subsidiables	non subsidiables		(Col. 12+13+14)	(Col. 11+15)							
		Belges										Total à charge Com. fr.					Total non à charge Com. fr.							
		Hors U.E.										Hors U.E.					Droits compl.		Autres					
		Régulés										Hors U.E.					par l'AGCD							
		Hors U.E.										Hors U.E.					Quota 1 %							
		U.E.										Total assimilé												
		financement sur base																						
SCIENTES DE LA SANTÉ PUBLIQUE	Or	Cycle																						
	B	1	1 ^{er} base (autres)	inscrits																				
	C	2	2 ^e base	inscrits																				
				2 ^e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																			
				2 ^e : DEC2 (autres)	diplômés																			
	E	2	2 ^e : AESS	diplômés																				
	C	3	3 ^e : DES (interuniversitaires)	diplômés																				
				3 ^e : DES (autres)	diplômés																			
				3 ^e : DEA (interuniversitaires)	diplômés																			
				3 ^e : DEA (autres)	diplômés																			
				3 ^e : Doctorat	diplômés																			
				3 ^e : AES	diplômés																			
				TOTAL																				
SCIENTES PHARMACEUTIQUES	B/B6	1	1 ^{er} base (1 ^{ère} génération)	inscrits																				
			1 ^{er} base (autres)	inscrits																				
			1 ^{er} : DEC1 (interuniversitaires)	diplômés																				
			1 ^{er} : DEC1 (autres)	diplômés																				
	C/C9	2	2 ^e base	inscrits																				
			2 ^e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																				
			2 ^e : DEC2 (autres)	diplômés																				
	E	2	2 ^e : AESS	diplômés																				
	C/C9	3	3 ^e : DES (interuniversitaires)	diplômés																				
			3 ^e : DES (autres)	diplômés																				
			3 ^e : DEA (interuniversitaires)	diplômés																				
			3 ^e : DEA (autres)	diplômés																				
			3 ^e : Doctorat	diplômés																				
		3 ^e : AES	diplômés																					
			TOTAL																					

			à charge de la Communauté française de Belgique										non à charge de la Communauté française de Belgique					TOTAL		
			financement sur base	COL. 1	COL. 2	COL. 3	COL. 4	COL. 5	COL. 6	COL. 7	COL. 8	COL. 9	COL. 10	COL. 11	COL. 12	COL. 13	COL. 14	COL. 15	COL. 16	
				a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b à i)	(a à i)				(Col. 12+13+14)	(Col. 11+15)	
																subsidiables	non subsidiables			
Or	Cycle		Belges	U.E	Hors U.E.	Hors U.E.	Hors U.E.	Refugiés	Hors U.E.	Hors U.E.	Quota 1 %	Total assimilé	Total à charge Com. fr.	par l'AGCD	Droits compl.	Autres	Total non à charge Com. fr.	Total général		
TOTAL SECTEUR DES SCIENCES DE LA SANTE	1	1 ^{er} base (1ère génération)	inscrits																	
		1 ^{er} base (autres)	inscrits																	
		1 ^{er} : DEC1 (interuniversitaires)	diplômés																	
		1 ^{er} : DEC1 (autres)	diplômés																	
	2	2e base	inscrits																	
		2e : DEC2 (interuniversitaires)	diplômés																	
		2e : DEC2 (autres)	diplômés																	
	2	2e : AESS	diplômés																	
	3	2 1ères spécialisation (sciences médicales)	inscrits																	
	3	3e : DES (interuniversitaires) (hors S)	diplômés																	
		3e : DES (autres) (hors S)	diplômés																	
		3e : DEA (interuniversitaires)	diplômés																	
		3e : DEA (autres)	diplômés																	
		3e : Doctorat	diplômés																	
	3e : AES	diplômés																		
	TOTAL																			
TOTAL ORIENTATION	A																			
TOTAL ORIENTATION	B																			
TOTAL ORIENTATION	C																			
TOTAL ORIENTATION	D																			
TOTAL ORIENTATION	E																			
TOTAL ORIENTATION	S																			
TOTAL GENERAL																				

(*) Institutions universitaires visées à l'article 25 a) à c) de la loi du 27/07/1971

		à charge de la Communauté française de Belgique										non à charge de la Communauté française de Belgique					TOTAL		
		financement sur base	COL 1	COL 2	COL 3	COL 4	COL 5	COL 6	COL 7	COL 8	COL 9	COL 10	COL 11	COL 12	COL 13	COL 14	COL 15	COL 16	
			a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b à i)	(a à i)				(Col. 12+13+14)	(Col. 11+15)	
														subsidiables	non subsidiables				
Or	Cycle		Belges	U.E	Hors U.E.	Hors U.E.	Hors U.E.	Réfugiés	Hors U.E.	Hors U.E.	Quota 1 %	Total assimilé	Total à charge Com. fr.	par l'AGCD	Droits compl.	Autres	Total non à charge Com. fr.	Total général	
Total orientation	A 1																		
Total orientation	A 2																		
Total orientation	A 3																		
TOTAL orientation	A																		
Total orientation	B 4																		
Total orientation	B 5																		
Total orientation	B 6																		
Total orientation	B 7																		
TOTAL orientation	B																		
Total orientation	C 8																		
Total orientation	C 9																		
TOTAL orientation	C																		
Total orientation	D 10																		
Total orientation	E																		
TOTAL GENERAL																			

(*) Institutions universitaires visées à l'article 25 d) à i) de la loi du 27/07/1971

COL. 1 a : art. 27, § 3, 1° *bis*, a) Loi 27/07/1971;
COL. 2 b : art. 27, § 3, 1° *bis*, b) Loi 27/07/1971;
COL. 3 c : art. 27, § 3, 1° *bis*, c) Loi 27/07/1971;
COL. 4 d : art. 27, § 3, 1° *bis*, d) Loi 27/07/1971;
COL. 5 e : art. 27, § 3, 1° *bis*, e) Loi 27/07/1971;
COL. 6 f : art. 27, § 3, 1° *bis*, f) Loi 27/07/1971;
COL. 7 g : art. 27, § 3, 1° *bis*, g) Loi 27/07/1971;
COL. 8 h : art. 27, § 3, 1° *bis*, h) Loi 27/07/1971;
COL. 9 i : art. 27, § 3, 1° *bis*, i) Loi 27/07/1971;
COL. 13 : art. 27, § 4 Loi 27/07/1971

1^{er} base (1ère génération) : art. 29*bis*, § 2, alinéa 1^{er}, 1° Loi 27/07/1971

1^{er} base (autres) : entre autres, les étudiants admis à une année de formation visée à l'art. 11, § 6 du décret du 5/09/1994 interviennent dans les rubriques 1^{er}s cycles de base (autres)

Diplômés : diplômés entre le 1^{er} octobre et le 30 septembre de l'année académique qui précède la date de clôture de la statistique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 février 1999 modifiant l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er} de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

:

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCION

INSTITUTION :

Année académique

**Tableau II : Détail des étudiants à charge de la communauté française
diplômés de cursus d'études spécialisées et approfondies**

(*)

Seuil minimum légal 1°	
Seuil minimum légal 2°	

(**)

Domaines et secteurs d'études	Code	Année académique			Moyenne (1+2+3)/3	(***)
		N - 3 1	N - 2 2	N - 1 3		
Secteur des sciences humaines et sociales						
Sciences religieuses						
DES en (Détail par DES)	1°					(****)
DEA en (Détail par DEA)	2°					(****)
Ensemble des DES et DEA	3° a)					(****)
Ensemble des DES et DEA	3° b)					(****)
Philosophie						
Histoire						
Langues et lettres						
Arts et archéologie						
Droit						
Criminologie						
Psychologie						
Sciences de l'Education						
Sciences économiques						
Sciences politiques						
Sciences sociales						
Sciences de gestion						
Secteur des sciences						
Sciences						
Sciences appliquées						
Sciences agronomiques et ingénierie biologique						
Secteur des sciences de la santé						
Sciences médicales						
Science dentaire						
Sciences vétérinaires						
Sciences de la santé publique						
Sciences pharmaceutiques						
Education physique						
Kinésithérapie						
TOTAL GENERAL						

(*) diplômés non visés par un motif d'exclusion au financement dont question à l'article 9, § 2, al. 4 de l'A.R. du 4/08/1972 hors DES et DEA non subsidiables pour un autre motif que le seuil minimum

Tableau à compléter à partir de statistique 1999-2000; à limiter en 1999-2000 aux diplômés 1998-1999, en 2000-2001 aux diplômés 1998-1999 1999-2000, en 2001-2002 aux diplômés 1998-1999 1999-2000 2000-2001

(**) 1° en vertu art. 48 quater, § 2, 1° loi 27/07/1971; 2° en vertu art. 48 quater, § 2, 2° de la même loi seuil minimum : à partir statistique 2001-2002 sur base diplômés 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001

(***) Code :

1° = organisé par plusieurs institutions universitaires sans collaborations entre elles (art. 48 quater, § 2, 1° loi du 27/07/1971)

2° = organisé en vertu de plusieurs collaborations entre institutions universitaires (art. 48 quater, § 2, 2° loi du 27/07/1971)

3° a) = organisés de manière unique par une institution universitaire (art. 48 quater, § 2, 3° loi 27/07/1971)

3° b) = organisés en vertu d'une collaboration unique entre institutions universitaires (art. 48 quater, § 2, 3°, loi du 27/07/1971)

(****) Détails à renseigner au regard de chaque domaine d'études. Pour sciences médicales : DES (hors S)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 février 1999 modifiant l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er} de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,

W. ANCIEN

INSTITUTION :

Année académique.....

Tableau III : Détail des étudiants réguliers non subsidiables

Domaines et secteurs d'études	Etudiants non subsidiables dans un cursus académique subsidiable																C : Etudiants non subsidiables dans un cursus académique non subsidiable										TOTAL GENERAL	D 23
	*étrangers hors Union européenne hors catégories subsidiables par la Communauté : E																visés par critères E, A, I et 14											
	* pour raisons académiques : A * pour inscriptions non finançables : I																non visés par critères E, A, I et 14											
	E	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	TOTAL A	I	I	TOTAL I	Autres	TOTAL	C	C	C	C	C	C	C	C	TOTAL C	(1 à 22)	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	(2a11)	12	13	(12a13)	14	(1a14)	15	16	17	18	19	20	21	22	(15a22)		
Sciences religieuses																												
Philosophie																												
Histoire																												
Langues et lettres																												
Arts et archéologie																												
Droit																												
Criminologie																												
Psychologie																												
Sciences de l'Education																												
Sciences économiques																												
Sciences politiques																												
Sciences sociales																												
Sciences de gestion																												
Total secteur des sciences humaines et sociales																												
Sciences																												
Sciences appliquées																												
Sciences agronomiques et ingénierie biologique																												
Total secteur des sciences																												

Domaines et secteurs d'études	Etudiants non subsidiables dans un cursus académique subsidiable											C : Etudiants non subsidiables dans un cursus académique non subsidiable											TOTAL GENERAL	D 23				
	*étrangers hors Union européenne hors catégories subsidiables par la Communauté : E											visés par critères E, A, I et 14																
	* pour raisons académiques : A											non visés par critères E, A, I et 14																
	E	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	TOTAL A	I	I	TOTAL I	Autres	TOTAL	C	C	C	C	C	C	C	C	TOTAL C	(1 à 22)	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	(2à11)	12	13	(12à13)	14	(1à14)	15	16	17	18	19	20	21	22	(15a22)		
Sciences médicales																												
Science dentaire																												
Sciences vétérinaires																												
Sciences de la santé publique																												
Sciences pharmaceutiques																												
Education physique																												
Kinésithérapie																												
Total secteur des sciences de la santé																												
TOTAL GENERAL																												

(*) L'étudiant est considéré comme non subsidiable pour un seul critère selon l'ordre suivant :

E1 : étrangers hors Union européenne non subsidiables (hors art. 27, § 3, 1° bis c) à i) loi 27/07/1971)	I : art. 5 A.R. 4/08/1972 avec :	C : art. 48 quater et 28 loi 27/07/1971, art. 5 et 2 A.R. 4/08/1972 avec :
A 2 : art. 27, § 7, 1° loi 27/07/1971	A 6 : art. 27, § 7, 4° loi 27/07/1971	I 12 : DEC,DES,DEA hors année diplômante
A 3 : art. 27, § 7, 2° loi 27/07/1971	A 7 : art. 27, § 7, 5° loi 27/07/1971	échecs année diplômante DEC,DES,
A 4 : art. 27, § 7, 3° loi 27/07/1971	A 8 : art. 27, § 7, 6° loi 27/07/1971	DEA, AESS (à partir stat. 1999-2000)
A 5 : art. 27, § 7, 3° bis loi 27/07/1971	A 9 : art. 27, § 7, 7° loi 27/07/1971	I 13 : doctorats hors année diplômante
	A 10 : art. 27, § 7, 9° loi 27/07/1971	14 : autres raisons éventuelles
	A 11 : art. 27, § 7, 10° loi 27/07/1971	après entrée en vigueur arrêté
		C 15 : cursus non financés avant le 30/09/1982 (hors DES, DEA, Doctorats)
		C 16 : DES, DEA sans minimum d'étudiants requis (à partir statistique 2001-2002)
		C 17 : spécialisations médecines (hors 2 1ères années à partir statistique 2000-2001)
		C 18 : cursus de moins de 300 heures
		C 19 : AESS de moins de 150 heures
		C 20 : AES
		C 21 : autres raisons éventuelles après entrée en vigueur arrêté
		D 23 : doubles inscriptions

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 février 1999 modifiant l'arrêté royal du 4 août 1972 fixant les règles pour la détermination du nombre d'étudiants dans les institutions universitaires dont question à l'article 27, § 1^{er} de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires.

Le Ministre de l'Enseignement supérieur
W. ANCION

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2902

[C — 99/29237]

23 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen, bedoeld in artikel 27, § 1 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, inzonderheid op artikel 27, § 1, lid 4, 3° en lid 5, gewijzigd bij het decreet van 1 oktober 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971, op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 april 1977 en van 16 december 1981, en bij het decreet van 1 oktober 1998;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 25 november 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 3 december 1998;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 30 november 1998 over de aanvraag om het door de Staatsraad, binnen een maand te geven advies;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 januari 1999, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheden het Hoger Onderwijs behoort,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 9 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971, op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 9. § 1. De statistische gegevens, bestemd voor de berekening van de jaarlijkse uitkeringen bedoeld in artikel 1, worden vóór 1 maart en in de vereiste vorm overgemaakt aan de Regering.

§ 2. De statistische gegevens bestaan uit samenvattende tabellen opgesteld overeenkomstig de bij het aanhangsel van dit besluit gevoegde modellen.

Elke instelling beperkt de presentatie van voornoemde tabellen tot de afdelingen en studiegebieden overeenstemmend met haar machtigingen zoals die voortvloeien uit de toepassing van de artikelen 8 en 49 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden.

De curriculum's die ressorteren onder verschillende studiegebieden worden ingeschreven ten opzichte van het gebied waaronder het grootste deel van de leerstof ressorteert die het betrokken curriculum uitmaakt, volgens de op die basis uitgevoerde classificatie in de curriculum'slijst bepaald in artikel 17 van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, onder voorbehoud van bevestiging, vóór 1 december, door de minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort.

Wat betreft de gegevens betrekking hebbend op de niet financierbare studenten ingeschreven voor niet financierbare curriculum's, worden de betrokken studenten er gerangschikt ten opzichte van het criterium dat aanleiding gegeven heeft tot hun uitsluiting uit de financiering met inachtneming van de orde van de verschillende hierboven vermelde criteria die in tabel 3 van de bijlage bij dit besluit ingeschreven zijn, dat wil zeggen:

1° het niet ressorteren onder een van de in artikel 27, § 3, 1° bis, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen bepaalde categorieën van financierbare studenten;

2° voor academische redenen bepaald in artikel 27, § 7, van dezelfde wet;

3° voor niet financierbare inschrijvingsredenen krachtens artikel 5.

§ 3. De codificatienormen waaraan de gegevens moeten voldoen worden vastgesteld door de minister tot wiens bevoegdheid het universitair onderwijs behoort. »

Art. 2. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling:

« Artikel 10. § 1. De controle op de echtheid van de statistische gegevens wordt uitgevoerd door de regeringscommissaris of -afgevaardigde benoemd bij de betrokken universitaire instelling krachtens het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen.

Daartoe houdt elke universitaire instelling ter beschikking van de commissaris of afgevaardigde de opgave per student van alle gegevens die een berekeningselement of een financieringsvoorwaarde vormen evenals al de gegevens met betrekking tot de reglementaire maatregelen bepaald door de instelling.

§ 2. De toezicht waarvan sprake is in § 1 wordt op volgende wijze uitgeoefend :

1° de regeringscommissarissen of -afgevaardigden beslissen collegiaal over de wijze waarop de controle op het in aanmerking genomen academisch jaar dient te worden uitgeoefend;

2° naar gelang van de door de regeringscommissarissen of -afgevaardigden ingevolge 1° collegiaal bepaalde wijze, wordt elke commissaris en afgevaardigde geholpen in zijn toezichtopdracht door een medewerker van ieder van zijn collega's; de regeringscommissaris of -afgevaardigde bij de betrokken universitaire instelling draagt alleen de verantwoordelijkheid voor de betrekkingen met de instelling;

3° de statistische gegevens ingevuld in de tabellen 1, 2 en 3 opgenomen in het aanhangsel van dit besluit worden overgemaakt aan de regering vóór 1 maart door bemiddeling van de regeringscommissaris of -afgevaardigde bij de betrokken universitaire instelling waarvan sprake in § 1, vergezeld door een verslag dat melding maakt van zijn opmerkingen en beschouwingen omtrent de uitgevoerde controle. Een afschrift van die stukken wordt overgemaakt aan de betrokken universitaire instelling;

4° de commissarissen en afgevaardigden dienen naast hun verslag bepaald in 3° en binnen dezelfde termijn dan voor dat laatste :

— in een verslag gericht aan de regering, de stappen gedaan krachtens de hierboven vermelde punten 1° en 2° te bevestigen;

— de inventaris bij te houden van de interpretatieve stellingnamen in verhouding tot de wetten, decreten, besluiten en reglementen toepasselijk op de universitaire instellingen, bepaald op het ogenblik van de controle en dienen die elk jaar aan de regering te doen toekomen.

De in 1° en 2° bepaalde verrichtingen worden door elke commissaris en afgevaardigde achtereenvolgens gecoördineerd, van de oudste vast benoemde tot de jongst vast benoemde, per periode van 2 jaar. Dezelfde commissaris of afgevaardigde doet de regering het verslag en de inventaris bepaald in 4° toekomen.

§ 3. In het verslag bepaald in § 2, 4°, wordt in voorkomend geval melding gemaakt van de moeilijkheden met betrekking tot de interpretatie van de wetten, decreten, besluiten en reglementen toepasselijk op de universitaire instellingen en van de oplossingsvoorstellen van de commissarissen en afgevaardigden. Die punten worden geregeld door de minister tot wiens bevoegdheden het universitair onderwijs behoort.

In voorkomend geval worden de statistische tabellen bepaald in § 2, 3° verbeterd, rekening houdend met de beslissing van de minister. »

Art. 3. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 11. § 1. Alle correspondentie door de universitaire instelling gericht aan de Minister waarvan ze afhangt, en die betrekking heeft op de bepaling van het aantal in aanmerking te nemen studenten voor de berekening van de jaarlijkse uitkeringen bepaald in artikel 1, wordt vooraf voorgelegd aan de regeringscommissaris of -afgevaardigde bij de betrokken universitaire instelling. Laatstgenoemde laat zijn opmerkingen en beschouwingen daaromtrent aan de minister toekomen, na het advies te hebben ingewonnen van zijn collega's commissarissen en afgevaardigden.

§ 2. De betwistingen betreffende de bepaling van het aantal studenten worden beslecht door de Minister tot wiens bevoegdheden het universitair onderwijs behoort, de betrokken instelling gehoord en zonodig de regeringscommissaris of -afgevaardigde bij deze laatste.

De beslissingen dienen met redenen omkleed te worden. »

Art. 4. Artikel 12 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 april 1977, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 12. In de publicatie van de statistische gegevens, gecontroleerd door de regeringscommissarissen of -afgevaardigden, die als basis dienen voor de financiering van de gewone uitgaven van de universitaire instellingen, wordt voorzien door de Universitaire Stichting.

Deze gegevens worden jaarlijks, vóór 31 juli, in de vereiste vorm door de Minister tot wiens bevoegdheden het universitair onderwijs behoort, overgemaakt aan de Universitaire Stichting en aan de « Conseil interuniversitaire francophone ».

De Universitaire Stichting neemt deze gegevens op in haar jaarboek van de statistische gegevens die beantwoorden aan het begrotingsjaar waarvoor ze in aanmerking komen.

Ze worden gepubliceerd per instelling met een verwijzing naar de bij dit besluit gevoegde tabellen. »

Art. 5. De bijlage van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 27, § 1, van de wet van 27 juli 1971, op de financiering en de controle van de universitaire instellingen wordt vervangen door de bijlage van dit besluit.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1998, met uitzondering van de artikelen 1 en 2 in zover ze het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen wijzigen, voor wat betreft de bepalingen van dit besluit met betrekking tot de tabellen 2 en 3 opgenomen in artikel 9, § 2, lid 4, in artikel 10, § 2, 3°, en in zijn bijlage die in werking treden op 1 december 1999.

Art. 7. De minister tot wiens bevoegdheden het universitair onderwijs behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gedaan te Brussel, 23 februari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
W. ANCIÓN

INSTELLING :

Academisch jaar

Tabel I. — Statistiek van de ingeschreven studenten dd.

			ten laste van de Franse Gemeenschap van België										niet ten laste van de Franse Gemeenschap van België					TOTAAL
			KOL. 1	KOL. 2	KOL. 3	KOL. 4	KOL. 5	KOL. 6	KOL. 7	KOL. 8	KOL. 9	KOL. 10	KOL. 11	KOL. 12	KOL. 13	KOL. 14	KOL. 15	KOL. 16
			a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b tot i)	(a tot i)				(Kol. 12+13+14)	(Kol. 11+15)
															subsidieerbaar	niet subsidieerbaar		
Ri.	Cyclus	financiering op basis	Belgen	E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Vluchtelingen	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Quota 1 %	Totaal geassimileerden	Totaal ten laste Fr. Gem.	door ABOS	Aanv. geld	Andere	Total niet ten laste Fr. Gem.	Algemeen totaal
GODSDIENST WETENSCHAPPEN	A	1	1 : basis (1e generatie)	ingeschreven														
			1e basis (andere)	ingeschreven														
			1 : DAS1 (interuniversitair)	gediplomeerd														
			1 : DAS1 (andere)	gediplomeerd														
	A	2	2 basis	ingeschreven														
			2 : DAS2 (interuniversitair)	gediplomeerd														
			2 : DAS2 (andere)	gediplomeerd														
	E	2	2 : AHSO	gediplomeerd														
	A	3	3 : DGeS (interuniversitair)	gediplomeerd														
			3 : DGeS (andere)	gediplomeerd														
		3 : DGS (interuniversitair)	gediplomeerd															
		3 : DGS (andere)	gediplomeerd															
		3 : Doctoraat	gediplomeerd															
		3 : AHO	gediplomeerd															
		TOTAAL																
WIJSBEGEERTE	A/A2	1	1 basis (1e generatie)	ingeschreven														
			1 basis (andere)	ingeschreven														
			1 : DAS1 (interuniversitair)	gediplomeerd														
			1 : DAS1 (andere)	gediplomeerd														
	A/A2	2	2 basis	ingeschreven														
			2 : DAS2 (interuniversitair)	gediplomeerd														
		2 : DAS2 (andere)	gediplomeerd															
E	2	2 : AHSO	gediplomeerd															

	ten laste van de Franse Gemeenschap van België										niet ten laste van de Franse Gemeenschap van België					TOTAAL KOL. 16	
	KOL. 1	KOL. 2	KOL. 3	KOL. 4	KOL. 5	KOL. 6	KOL. 7	KOL. 8	KOL. 9	KOL. 10	KOL. 11	KOL. 12	KOL. 13	KOL. 14	KOL. 15		
	a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b tot j)	(a tot j)	subsidieerbaar	niet subsidieerbaar		(Kol. 12+13+14)	(Kol. 11+15)	
	Belgen	E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Vluchtelingen	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Quota 1 %	Totaal geassimileerden	Totaal ten laste Fr. Gem.	door ABOS	Aanv. geld	Anderen	Total niet ten laste Fr. Gem.	Algemeen totaal	
	financiering op basis																
Ri.	Cycluis																
A/A2	3	3 : DGeS (interuniversitair) 3 : DGeS (andere) 3 : DGS (interuniversitair) 3 : DGS (andere) 3 : Doctoraat 3 : AHO															
	TOTAAL																
KUNSTEN- KUNDE	A/A2	1	1 basis (1e generatie) 1 basis (andere) 1 : DAS1 (interuniversitair) 1 : DAS1 (andere) 2 basis 2 : DAS2 (interuniversitair) 2 : DAS2 (andere) 2 : AHSO 3 : DGeS (interuniversitair) 3 : DGeS (andere) 3 : DGS (interuniversitair) 3 : DGS (andere) 3 : Doctoraat 3 : AHO														
	TOTAAL																
RECHTSGELEERD- KUNDE	A/A1	1	1 basis (1e generatie) 1 basis (andere) 1 : DAS1 (interuniversitair) 1 : DAS1 (andere) 2 basis 2 : DAS2 (interuniversitair) 2 : DAS2 (andere) 2 : AHSO														
	TOTAAL																

	ten laste van de Franse Gemeenschap van België										niet ten laste van de Franse Gemeenschap van België					TOTAAL KOL. 16	
	KOL. 1	KOL. 2	KOL. 3	KOL. 4	KOL. 5	KOL. 6	KOL. 7	KOL. 8	KOL. 9	KOL. 10	KOL. 11	KOL. 12	KOL. 13	KOL. 14	KOL. 15		
	a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b tot j)	(a tot j)	subsidieerbaar	niet subsidieerbaar		(Kol. 12+13+14)	(Kol. 11+15)	
	Belgen	E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Vluchtelingen	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Quota 1 %	Totaal geassimileerden	Totaal ten laste Fr. Gem.	door ABOS	Aanv. geld	Andere	Total niet ten laste Fr. Gem.	Algemeen totaal	
	financiering op basis																
Ri.	Cyclus																
C/G8	3	3 : DGeS (interuniversitair)	3 : DGeS (andere)	3 : DGS (interuniversitair)	3 : DGS (andere)	3 : Doctoraat	3 : AHO										
	TOTAAL																
LANDBOUWKUNDE EN BIOTEELTEN	1	1 basis (te generatie)	1 basis (andere)	1 : DAS1 (interuniversitair)	1 : DAS1 (andere)	2 basis	2 : DAS2 (interuniversitair)	2 : DAS2 (andere)	2 : AHSO	3 : DGeS (interuniversitair)	3 : DGeS (andere)	3 : DGS (interuniversitair)	3 : DGS (andere)	3 : Doctoraat	3 : AHO		
	TOTAAL																
SECTOR WETENSCHAPPEN	1	1 basis (te generatie)	1 basis (andere)	1 : DAS1 (interuniversitair)	1 : DAS1 (andere)	2 basis	2 : DAS2 (interuniversitair)	2 : DAS2 (andere)									
	TOTAAL																

			ten laste van de Franse Gemeenschap van België										niet ten laste van de Franse Gemeenschap van België				TOTAAL		
			financiering op basis	KOL. 1	KOL. 2	KOL. 3	KOL. 4	KOL. 5	KOL. 6	KOL. 7	KOL. 8	KOL. 9	KOL. 10	KOL. 11	KOL. 12	KOL. 13	KOL. 14	KOL. 15	KOL. 16
				a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b tot i)	(a tot i)				(Kol. 12+13+14)	(Kol. 11+15)
				Belgen	E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Vluchtelingen	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Quota 1 %	Totaal geassimileerden	Totaal ten laste Fr. Gem.	subsidieerbaar	niet subsidieerbaar		Total niet ten laste Fr. Gem.	Algemeen totaal
Ri.	Cyclus											door ABOS	Aanv. geld	Andere					
TOTAAL RICHTING	A																		
TOTAAL RICHTING	B																		
TOTAAL RICHTING	C																		
TOTAAL RICHTING	D																		
TOTAAL RICHTING	E																		
TOTAAL RICHTING	S																		
ALGEMEEN TOTAAL																			

(*) Universitaire instellingen bepaald in artikel 25 a) tot c) van de wet van 27/07/1971

		ten laste van de Franse Gemeenschap van België											niet ten laste van de Franse Gemeenschap van België					TOTAAL
		financiering op basis	KOL. 1	KOL. 2	KOL. 3	KOL. 4	KOL. 5	KOL. 6	KOL. 7	KOL. 8	KOL. 9	KOL. 10	KOL. 11	KOL. 12	KOL. 13	KOL. 14	KOL. 15	KOL. 16
			a	b	c	d	e	f	g	h	i	(b tot i)	(a tot i)				(Kol. 12+13+14)	(Kol. 11+15)
Ri.	Cyclus		Belgen	E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Vluchtelingen	Buiten E.U.	Buiten E.U.	Quota 1 %	Totaal geassimileerden	Totaal ten laste Fr. Gem.	subsidieerbaar	niet subsidieerbaar		Total niet ten laste Fr. Gem.	Algemeen totaal
														door ABOS	Aanv. geld	Andere		
Totaal richting	A 1																	
Totaal richting	A 2																	
Totaal richting	A 3																	
TOTAAL richting	A																	
Totaal richting	B 4																	
Totaal richting	B 5																	
Totaal richting	B 6																	
Totaal richting	B 7																	
TOTAAL richting	B																	
Total richting	C 8																	
Total richting	C 9																	
TOTAAL richting	C																	
Totaal richting	D 10																	
Totaal richting	E																	
ALGEMEEN TOTAAL																		

(*) Universitaire instellingen bepaald in artikel 25 a) tot j) van de wet van 27/07/1971.

KOL. 1 a : art. 27, § 3, 1° *bis*, a) Wet 27/07/1971;
KOL. 2 b : art. 27, § 3, 1° *bis*, b) Wet 27/07/1971;
KOL. 3 c : art. 27, § 3, 1° *bis*, c) Wet 27/07/1971;
KOL. 4 d : art. 27, § 3, 1° *bis*, d) Wet 27/07/1971;
KOL. 5 e : art. 27, § 3, 1° *bis*, e) Wet 27/07/1971;
KOL. 6 f : art. 27, § 3, 1° *bis*, f) Wet 27/07/1971;
KOL. 7 g : art. 27, § 3, 1° *bis*, g) Wet 27/07/1971;
KOL. 8 h : art. 27, § 3, 1° *bis*, h) Wet 27/07/1971;
KOL. 9 i : art. 27, § 3, 1° *bis*, i) Wet 27/07/1971;
KOL. 13 : art. 27, § 4 Wet 27/07/1971

1 : basis (1e generatie) : art. 29 *bis*, § 2, lid 1^{er}, 1° Wet 27/07/1971

1 : basis (andere) : onder andere, de studenten toegelaten tot een vormingsjaar bepaald in artikel 11, § 6 van het decreet van 5/09/1994 tellen mee in de rubrieken 1e basiscyclussen (andere)

Gediplomeerden : gediplomeerd tussen 1 oktober en 30 september van het academisch jaar dat voorafgaat op de sluitingsdatum van de statistiek.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 februari 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen, bedoeld in artikel 27, § 1 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCION

INSTELLING :

Academisch jaar

**Tabel II : Opsomming van de studenten ten laste van de Franse Gemeenschap
gediplomeerd van curriculum van gespecialiseerde en grondige studies**

(*)

Wettelijk minimum aantal 1°	
Wettelijk minimum aantal 2°	

(**)

Studiegebieden en -sectoren	Code	Academisch jaar			Gemiddelde (1+2+3)/3	(***)
		N - 3 1	N - 2 2	N - 1 3		
Sector sociale en menswetenschappen						
Godsdienstwetenschappen						
DGeS van (Opsomming per DGeS)	1°					(****)
DGS van (Opsomming per DGS)	2°					(****)
Geheel van de DGeS en DGS	3° a)					(****)
Geheel van de DGeS en DGS	3° b)					(****)
Wijsbegeerte						
Geschiedenis						
Taal en letteren						
Kunst en oudheidkunde						
Rechtsgeleerde						
Criminologie						
Psychologie						
Opvoedkunde						
Economische wetenschappen						
Politieke wetenschappen						
Sociale wetenschappen						
Beheerswetenschappen						
Sector wetenschappen						
Wetenschappen						
Toegepaste wetenschappen						
Landbouwkunde en bioteelten						
Sector gezondheidswetenschappen						
Geneeskunde						
Tandheelkunde						
Diergeneeskunde						
Volksgesondheidswetenschappen						
Farmaceutische wetenschappen						
Lichamelijke opvoeding						
Kinesitherapie						
ALGEMEEN TOTAAL						

(*) gediplomeerden niet bedoeld bij een reden tot uitsluiting uit de financiering waarvan sprake in artikel 9, § 2, lid 4 van het K.B. 4/08/1972 buiten de voor een andere reden dan het minimum aantal niet subsidieerbare DGeS en DGS.

Tabel invullen vanaf statistiek 1999-2000; in 1999-2000 beperkt tot de gediplomeerden 1998-1999, in 2000-2001 tot de gediplomeerden 1998-1999, 1999-2000, in 2001-2002 tot de gediplomeerden 1998-1999, 1999-2000 en 2000-2001. 1

(**) 1° krachtens art. 48 *quater*, § 2, 1° wet 27/07/1971; 2° krachtens art. 48 *quater*, § 2, 2° van dezelfde wet minimum aantal: vanaf statistiek 2001-2002 op basis gediplomeerden 1998-1999, 1999-2000, 2000-2001.

(***) Code :

1° = georganiseerd door verschillende universitaire instellingen zonder samenwerking (art. 48 *quater*, § 2, 1° wet 27/07/1971)

2° = georganiseerd krachtens verschillende samenwerkingen tussen universitaire instellingen (art. 48 *quater*, § 2, 2° wet 27/07/1971)

3° a) = georganiseerd op enige wijze door een universitaire instellingen (art. 48 *quater*, § 2, 3° wet 27/07/1971)

3° b) = georganiseerd krachtens een enige samenwerking tussen universitaire instellingen (art. 48 *quater*, § 2, 3°, wet 27/07/1971)

(****) Naast elk studiegebied aan te geven opsomming. Voor geneeskundige wetenschappen : DGeS (buiten S)

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 februari 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen, bedoeld in artikel 27, § 1 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,

W. ANCION

Studiegebieden en -sectoren	Niet-subsidieerbare studenten in een subsidieerbare academische curriculum											Niet-subsidieerbare studenten in een subsidieerbare academische curriculum											A l g e - m e e n t o t a a l	D 23				
	(*) Buitenlanders buiten de Europese Unie buiten de door de Gemeenschap gesubsidieerde categorieën : E											Bedoeld bij de criteria E, A, I en 14																
	(*) voor academische redenen : A											Niet bedoeld bij de criteria E, A, I en 14																
	(*) voor niet financierbare inschrijvingen : I																											
	E	A	A	A	A	A	A	A	A	A	A	TOTAALA	I	I	TOTAAL I	Andere	TOTAAL	C	C	C	C	C	C	C	TOTAAL C			
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	(2 tot 11)	12	13	(12 tot 13)	14	(1 tot 14)	15	16	17	18	19	20	21	22	(15 tot 22)	(1 tot 22)	
Geneeskunde																												
Diergeneeskunde																												
Volksgezondheidswetenschappen																												
Farmaceutische wetenschappen																												
Lichamelijke opvoeding																												
Kinesitherapie																												
Totaal sector gezondheidswetenschappen santé																												
ALGEMEEN TOTAAL																												

(*) Een student wordt als niet subsidieerbaar beschouwd voor een enig criterium volgens volgende volgorde :

- | | | |
|---|---|---|
| E1 : Buitenlanders buiten de Europese Unie niet subsidieerbaar (buiten art. 27, § 3, 1° <i>bis c</i>) tot i) wet 27/07/1971) | I : art. 5 K.B. 4/08/1972 met : | C : art. 48 <i>quater</i> en 28 wet 27/07/1971, art. 5 en 2 K.B. 4/08/1972 met : |
| A 2 : art. 27, § 7, 1° wet 27/07/1971 | A 6 : art. 27, § 7, 4° wet 27/07/1971 | I 12 : DAS, DGeS, DGS buiten diplomerend jaar |
| A 3 : art. 27, § 7, 2° wet 27/07/1971 | A 7 : art. 27, § 7, 5° wet 27/07/1971 | Zakken diplomerend jaar DAS, DGeS, DGS, AHSO (vanaf stat. 1999-2000) |
| A 4 : art. 27, § 7, 3° wet 27/07/1971 | A 8 : art. 27, § 7, 6° wet 27/07/1971 | I 13 : Doctoraten buiten diplomerend jaar |
| A 5 : art. 27, § 7, 3° <i>bis</i> wet 27/07/1971 | A 9 : art. 27, § 7, 7° wet 27/07/1971 | 14 : andere eventuele redenen na inwerkingtreding van besluit |
| | A 10 : art. 27, § 7, 9° wet 27/07/1971 | C 15 : cursussen niet gefinancierd vóór 30/09/1982 (buiten DGeS, DGS, Doctoraten) |
| | A 11 : art. 27, § 7, 10° wet 27/07/1971 | C 16 : DGeS, DGS zonder minimum vereist aantal studenten (vanaf statistiek 2001-2002) |
| | | C 17 : specialisaties geneeskunde (buiten 2 eerste jaren vanaf statistiek 2000-2001) |
| | | C 18 : cursus van minder dan 300 uren |
| | | C 19 : AHSO van minder dan 150 uren |
| | | C 20 : AHO |
| | | C 21 : andere eventuele redenen na inwerkingtreding van besluit |
| | | D 23 : dubbele inschrijvingen |

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 februari 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 augustus 1972 tot vaststelling van de regels voor het bepalen van het aantal studenten in de universitaire instellingen, bedoeld in artikel 27, § 1 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen.

De Minister van Hoger Onderwijs,
W. ANCIEN